



Lettre du groupe d'exploitation de l'enquête « Famille » (Étude de l'histoire familiale 99)

INED - 133, boulevard Davout - 75980 Paris CEDEX 20 - Téléphone : 01 56 06 20 00 - Télécopie : 01 56 06 21 99

Contact : Cécile Lefèvre - Tél. : 01 56 06 20 98 - lefevre@ined.fr • Secrétariat : Françoise Schmitt - Tél. : 01 56 06 20 09 - schmitt@ined.fr

N° 6 - Janvier 2003

Meilleurs vœux à tous pour l'année 2003 !

- I. Nouvelle publication
- II. Avancement de l'ouvrage collectif
- III. Projet d'erratum-addendum à la documentation du fichier
- IV. Nouveaux projets de recherche

I. Nouvelle publication

Michel Duée, "L'alsacien, 2ème langue régionale de France", dans *Chiffres pour l'Alsace*, n°12, décembre 2002

« L'alsacien, deuxième langue régionale de France, est parlé en Alsace par près de quatre adultes sur dix. Cependant, il est nettement moins pratiqué par les jeunes générations. Même s'il résiste bien face au français, le dialecte se transmet de moins en moins de parent à enfant. Cette transmission se fait le plus souvent comme langue occasionnelle, en coexistence avec le français ».

On peut télécharger cet article à partir de http://www.insee.fr/fr/insee_regions/alsace (Chercher : Duée)

Il figurera également prochainement dans la liste des publications, régulièrement actualisée sur le site <http://www-ehf.ined.fr>.

II. Avancement de l'ouvrage collectif

Les paragraphes qui suivent s'adressent tout particulièrement aux personnes ayant proposé une contribution pour le projet d'ouvrage collectif réalisé à partir de l'enquête.

Je vous rappelle que la date fixée pour l'envoi d'une première version de votre contribution est le **15 février 2003**.

L'échéance pour les versions définitives est toujours prévue au **15 juin 2003**.

L'objectif est de disposer fin février de l'ensemble des premières versions de contribution afin

- de fixer la liste définitive des contributeurs,
- d'ajuster le plan, suivant les contributions effectivement reçues, leur longueur prévisible, et les premiers résultats qu'elles indiquent
- de pouvoir déjà proposer aux auteurs quelques corrections ou orientations, notamment dans un souci d'homogénéité de l'ensemble.

C'est pourquoi il est important que tous les contributeurs m'envoient une première version, même si elle n'est pas aussi avancée que vous le souhaiteriez, avant la fin février.

Quelques précisions sur la forme souhaitée pour cette première version :

Cette première version doit constituer au minimum en un plan détaillé accompagné des premiers résultats et tableaux, ou en une rédaction provisoire avec indications sur les compléments prévus.

Pour ceux qui ont déjà rédigé un texte, dont je dispose, mais qui prévoient de le modifier pour sa publication dans l'ouvrage, merci également de m'en faire part.

A titre *indicatif*, la longueur attendue des contributions peut varier entre 10 à 15 pages (soit

50 000 signes), sauf cas particuliers : coup de « zoom », ou point méthodologique, plus courts, ou au contraire conception d'un chapitre entier collectif, ou autre éventuel cas de figure à envisager.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez une interrogation.

(Pour d'autres informations sur ce projet, voir aussi le message du 21/11/2002 à la liste ehf-etudes@ined.fr -texte de présentation du projet remis au Comité de rédaction des Collections de l'INED- et la lettre d'information n° 5, envoyée début octobre 2002, et disponible sur le site de notre groupe : www-ehf.ined.fr).

Vous trouverez ci-après la dernière version du plan de l'ouvrage.

Projet de sommaire :

Histoires de familles, histoires familiales

Les résultats de l'enquête Famille (Etude de l'Histoire Familiale) de 1999

Introduction

I) Quand l'enquête Famille complète l'Etat-civil : la conjoncture des événements familiaux entre situations légales et situations de fait

I.1 Une conjoncture démographique fondée sur l'enquête Etude de l'histoire Familiale
Laurent Toulemon (INED)

II) La constitution des familles et les différentes approches de la fécondité et de ses déterminants

II.1 Le resserrement de la taille des familles
Laurent Toulemon (INED), Magali Mazuy (INED, Cridup)

II.2 Fécondité des hommes et fécondité des femmes
Laurent Toulemon (INED), Magali Mazuy (INED, Cridup)

II.3 Allongement de la durée des études, recul de l'âge à la maternité et nombre d'enfants mis au monde : Des calendriers de constitution des familles différents selon l'âge de fin des études
Magali Mazuy (INED, CRIDUP) et Isabelle Robert-Bobée (INSEE)

II.4 Naissance de jumeaux et espacement des naissances

Nadège Couvert (doctorante INED) et Gilles Pison (INED)

II.5 Spécificités de la fécondité d'une population des DOM : l'importance de la fécondité précoce à l'île de la Réunion, et relations entre fécondité et migrations métropole DOM

Didier Breton, Université de Strasbourg II

III) Formation des unions, vie de couple, ruptures

III.1 Formation et stabilité des premières unions en France

France Prioux (INED)

III.2 Vies de couples et séparations : des différences entre les hommes et les femmes

Cassan Francine (INSEE), Mazuy Magali (INED, Cridup), Clanché François (INSEE) : Reprise de l'Insee-première

III.3 Les conséquences de la séparation des parents sur les seuils de passage à l'âge adulte

Catherine Villeneuve-Gokalp (INED)

IV) Les configurations parentales dans leur diversité

IV.1 Les familles monoparentales en 1999 : diversité des trajectoires et des situations

Elisabeth Algava (DREES),

IV.2 Combien de familles recomposées ? Qui sont-elles ?

Corinne Barre (INSEE)

Proposition d'encadré d'une page :

La fécondité au sein des familles recomposées, Laurent Toulemon (INED)

IV.3 La parentalité tardive

Marc Bessin (EHESP), et Arnaud Régnier-Loilier (CLERSE, IFRESI)

IV.4 L'adoption à travers l'enquête EHF 99 : Etude des familles adoptives

Juliette Halifax (INED)

V) Histoires familiales des 60 ans et plus. La place de la grand parentalité

V.1 L'histoire familiale des 60 ans et plus

Christine Delbès (FNG), Sophie Penneç, Joëlle Gaymu, Aline Desesquelles (INED)

V.2 Douze millions et demi de grands-parents

Mazuy Magali (INED), Toulemon Laurent (INED)

Reprise de l'Insee-Première

VI) Le décès de proches dans l'histoire familiale

VI.1 Les orphelins en 1999

Alain Monnier et Sophie Penneç (INED)

VI.2 La mort dans la famille

Alain Monnier et Sophie Penneç (INED)

VI.3 La rupture du couple par décès précoce

Isabelle Delaunay-Berdai (EHESS)

VII) Histoires familiales des populations immigrées

Chapitre collectif suivi par Patrick Simon groupe composé de Emmanuelle Santelli, Gabrielle Varro, Magali Mazuy, Stéphanie Condon, Yousseff Courbage, Dominique Meurs, Catherine Borrel, Alexandra Filhon, Didier Breton, Chloé Tavan.

Structure du chapitre à préciser, autour des axes suivants

-Populations immigrées et d'origine immigrée, la « matrice des origines » (Catherine Borrel, INSEE, Patrick Simon, INED)

-Fécondité et logiques de migration (Magali Mazuy, INED et CRIDUP, et Laurent Toulemon, INED) :

-Spécificités de l'histoire familiale des femmes immigrées, Stéphanie Condon (INED)

-Emploi et éducation, niveaux de scolarité, entrée sur le marché du travail, positions professionnelles, segmentation du marché du travail (Dominique Meurs, Université de Paris II, Emmanuelle Santelli, Université de Lyon II, Ariane Pailhé et Patrick Simon, INED)

-Partie socio-démographique, mise en couple, structure des ménages, mortalité (Chloé Tavan, INSEE)

-Logement, localisation (Patrick Simon)

-Pratiques linguistiques (à voir en relation avec le chapitre suivant)

-Immigration récente (Patrick Simon)

Autre proposition de Michèle Tribalat : *estimations possibles de populations d'origine étrangère en France à partir de l'enquête famille et leurs limites* (contribution restant à confirmer)

VIII) La transmission familiale des langues

Chapitre suivi par Alexandra Filhon (INED)

VIII.1 Aperçu général à partir des deux 4 pages existants

- Clanché François (INSEE), "Langues régionales, langues étrangères de l'héritage à la pratique

- Héran François (INED), Filhon Alexandra (INED), Deprez Christine (Paris IV), " La dynamique des langues en France au fil du XXème siècle

VIII.2 Zooms sur certaines langues :

La transmission familiale de l'arabe et berbère, Alexandra Filhon (INED)

La transmission familiale du créole dans le contexte métropolitain, Stéphanie Condon (INED)

La transmission familiale de l'alsacien, M.Hartweg (Université de Strasbourg) et François Héran (INED), à confirmer

Eventuelle reprise des publications de l'INSEE en régions sur le basque et le catalan en Aquitaine (paru), sur le breton (à paraître), sur l'alsacien (paru).

Compléments éventuels à partir des travaux commandés par la DGLFLF (Délégation Générale à la Langue française et aux langues de France) à des équipes de linguistes (Corse, Picardie, Alsace, « Occitanie »...)

IX) Activité professionnelle et parcours familial

IX.1 Impact de l'allocation parentale d'éducation sur les comportements de retrait du marché du travail des mères de deux enfants et plus

Thomas Piketty (CEPREMAP)

IX.2 Une analyse par génération de l'articulation entre décisions d'activité professionnelle et décisions de mise en couple (mariage, cohabitation) des hommes et des femmes.

Cristelle de Miras (INED)

IX.3 Evénements de la vie professionnelle et événements familiaux dans l'enquête EHF :

la place des interruptions et cessations d'activité précoces dans les carrières des femmes.

Elisabeth Algava (DREES) A confirmer

X) Situations de logement et histoire familiale

X.1 Etude des modes d'habitat et structures familiales, Denise Arbonville et Catherine Bonvalet (INED)

X.2 Les enfants dans leur logement, Denise Arbonville et Catherine Bonvalet (INED)

XI) Lorsque l'enquête Famille rencontre d'autres sources... : Aspects méthodologiques et qualité des données

Deux autres sources principales de comparaison : Etat-civil et Enquête Biographies et Entourages.

Il s'agira de contributions pouvant être plus courtes que dans les autres chapitres.

XI.1 Contribution de méthode : enquête Famille et recensement

Guy Desplanques (INSEE), à confirmer

XI.2 Etapes de la vie familiale et mode de questionnement : quelles discordances d'une enquête à l'autre, d'un sexe à l'autre ? Comparaisons entre l'enquête EHF et l'enquête Biographies et Entourages

Magali Mazuy, Eva Lelièvre, Thomas Boyer (et al ?), INED

XI.3 L'estimation du nombre de « familles naturelles » : étude de la qualité des données sur les mariages et la mise en couple

Patrick Festy, INED, à confirmer (à partir d'un travail existant utilisant enquête Famille, enquête Emploi et Etat-Civil)

XI.4 La mortalité infantile : comparaisons des indicateurs à travers l'enquête Famille et l'Etat-Civil

Magali Barbieri (INED)

XI.5 Le difficile comptage des couples homosexuels

Laurent Toulemon (INED)

XI.6 Microsimulation et comparaison de sources

Isabelle Robert-Bobée (INSEE)

III. Projet d'Erratum-Addendum à la documentation du fichier

Quelques remarques nous sont déjà parvenues concernant soit des petites erreurs, soit des informations trop succinctes concernant la documentation papier sur les variables du fichier.

N'hésitez pas à nous envoyer ce type d'observations, à Corinne Barre (corinne.barre@insee.fr) et à moi-même (lefevre@ined.fr).

On pourra ainsi préparer un petit document diffusable à tous, qui complètera la documentation existante.

IV. Nouveaux projets de recherche

Les projets suivants font partie du programme de recherches soutenues par la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France, portant sur la partie « Langues » de l'enquête.

Pour plus d'informations, contacter Jean Sibille (DGLFLF) : jean.sibille@culture.gouv.fr

1) Université de Montpellier III – CNRS, ARSER, (Atelier de recherche en sociolinguistique et d'étude des représentations), laboratoire DIPRALANG (EA 739),

Route de Mende,
34090 Montpellier.

Responsable : M. Henri BOYER, professeur

Deux axes de recherche sont proposés :

1. **Les dénominations de l'occitan**, la pluralité des désignations des langues et dialectes, et les informations disponibles sur leur choix, singulièrement celles qui ont été recueillies sur un (vaste) espace particulièrement fragmenté, : « l'espace occitan »

2. **Concernant l'aire sociolinguistique de la région Languedoc-Roussillon : les diverses langues/dialectes en usage** (*langues historiques : occitan et catalan, langues de l'immigration : espagnol Kabyle, arabes dialectaux, dialectes des gitans sédentarisés*) et la transmission/non transmission de ces langues/dialectes :

- Géographie de la transmission/non transmission de l'occitan et du catalan, distribution suivant la génération et le sexe des parents. Il y a là possibilité de vérifier l'hypothèse sociolinguistique traditionnelle de la répartition des comportements respectifs des pères et mères et d'évaluer le poids respectif des statuts sociolinguistiques de l'occitan et du catalan (le catalan est une langue transfrontalière jouissant d'un grand prestige en Catalogne espagnole et soumise à une gestion glottopolitique ambitieuse)
- Observation et analyse des résultats concernant la transmission/non transmission actuelle des langues d'immigration les plus importantes dans les aires catalanophones et occitanophones : l'espagnol et l'arabe dialectal dans les Pyrénées orientales et le Kabyle dans l'Hérault et le Gard. Ces observations devraient prolonger et compléter des enquêtes qualitatives existantes.

2) Université de Montpellier III (Rédoc) – CNRS, UMR 5475,

Route de Mende,
34090 Montpellier.

Responsable : M. Philippe MARTEL, directeur de recherche au CNRS,

1. **L'état actuel de la pratique de l'occitan** : l'enquête famille estime à 789 000 le nombre des locuteurs (pratique déclarée) de la langue d'oc. On analysera le profil de ces locuteurs (âge, statut social...) et leur répartition géographique. On analysera également de plus près, dans la mesure où les données le permettent, les contrastes internes à chaque région, entre départements majoritairement les départements les plus urbanisés et les départements les plus ruraux.

2. La question de la transmission de la langue.

Les résultats bruts (tels qu'ils figurent dans le n° 376 de *Population et Sociétés* (février 2002), dans le n° 830 d'*INSEE Première* (même date), et dans l'extrait du futur *Atlas des Langues de France* dont nous disposons, permettent de constater le décalage entre le nombre de ceux qui ont reçu la langue en héritage familial, le nombre de ceux qui ont conservé cet héritage (et qui donc parlent la langue aujourd'hui) et le nombre enfin de ceux qui la transmettent à leur tour. Les enquêtes languedociennes de 1991 et 1997 montraient que le taux de transmission baissait en fonction des générations. Les résultats de l'enquête famille de 1999 devraient nous permettre d'aller plus loin.

L'enquête INSEE a mis au centre de sa recherche la transmission familiale des langues régionales ou étrangères. Mais ce n'est pas là le seul mode de transmission ou d'acquisition de ces langues, comme le révèle aisément toute enquête de terrain. L'occitan peut aussi être la langue "choisie" par des locuteurs qui n'y ont pas eu accès dans leur enfance, et qui ne sont pas nécessairement nés dans l'espace occitan, de familles d'origine occitane. L'article de François Clanché (*INSEE Première*, loc. cit) estime que 20% des locuteurs actuels des langues régionales relèvent de ce cas de figure. Nous souhaiterions donc pouvoir en poursuivre l'analyse. Avec notamment une question, que les données de l'enquête famille permettent de poser : le profil sociologique de ces néo-occitanophones est-il le même que celui des occitanophones qui ont hérité de la langue par transmission familiale? Ou bien a-t-on affaire à deux populations différentes? Par hypothèse : l'occitan hérité se retrouve en milieu rural, et dans les couches les plus âgées de la population, la néo-occitanophonie concerne une population urbaine, plus jeune, plus diplômée. Mais il convient de vérifier cette hypothèse, basée sur des observations purement empiriques.

Enfin la pratique de l'occitan sera resituée dans un paysage plus large incluant les autres

langues parlées par des habitants des régions occitanes. Nous intégrons donc cette dimension dans notre projet. Nous allons notamment faire appel aux chercheurs de l'équipe Praxiling, associés à ReDoc dans le cadre de l'UMR 5475, pour mener avec eux une enquête élargie aux autres composantes du paysage linguistique du "Midi". Autour de quelques questions : ce qui survit de la langue d'origine dans les populations issues de l'immigration espagnole, italienne, maghrébine, arménienne... Assiste-t-on, dans les seconde ou troisième générations, à un "retour" à la "langue d'origine", assez analogue à celui que l'on observe chez certains néo-occitanophones? Ou encore : dans quelle mesure, pour les générations les plus anciennement installées dans les régions occitanes l'intégration à la société locale a-t-elle pu passer par l'acquisition de l'occitan?

**3) Institut de la Francophonie,
Université de Provence,
29 avenue Robert Schuman
13621 Aix-en-Provence**

Responsable : M. Louis-Jean CALVET, professeur,

1. **Les noms des langues.** L'enquête famille menée à l'occasion du recensement de 1999 a fourni un immense corpus de données qui nécessitent l'articulation de nombreux champs de la linguistique. Parmi ceux-ci, il est un domaine de la sociolinguistique qui prête une attention toute particulière aux noms des langues ou plus exactement, aux variations dans la *nomination* des langues. Il apparaît ainsi acquis que la façon de nommer sa (ses) langue(s) reflète les représentations linguistiques des agents, et, à travers elles, leur positionnement social et leurs éventuels sentiments d'insécurité linguistique et, partant, leur degré d'intégration à une ou des communautés d'origine ou d'accueil. Il est proposé d'étudier de façon statistique, mais aussi qualitative, le corpus dans une perspective sociolinguistique, en se focalisant sur la nomination des langues telle qu'elle apparaît dans l'enquête, en dégagant des résultats et des perspectives.

2. **Les langues en région PACA.** Les données linguistiques de l'enquête famille seront analysées à l'échelle de la région PACA, en fonction de corrélations avec les autres données figurant dans l'enquête enrichies par appariement avec les données du recensement. On analysera également de plus près, dans la mesure où les données le permettent, les contrastes internes à la région. Cette connaissance nous permettrait de mieux comprendre les faits sociolinguistiques sur lesquels nous travaillons depuis des années. Elle pourrait

aussi avoir des retombées dans le domaine scolaire.

4) Université de Rennes 2 – CREDILIF (Centre de recherche sur la diversité linguistique et la francophonie), CNRS, EA 3207

Campus Villejan, CS 24307 35043 Rennes

Responsable : M. Philippe BLANCHET, professeur

L'équipe de M. Blanchet sera associée à celle de M. Calvet (Université de Provence) pour la mise en œuvre des projets présentés par ce dernier.

**5) Département d'études allemandes,
Université Marc Bloch,**

22 rue René Descartes,
67084 Strasbourg Cedex

Responsable : M. Frédéric HARTWEG, professeur,

Le projet de recherche porte sur l'Alsace. Il comprend un volet essentiellement quantitatif qui s'appuiera principalement sur l'enquête famille et portera sur le nombre de locuteurs (connaissance déclarée) et leur pratique déclarée des idiomes en présence. Il s'articule avec une étude qualitative en cours, portant sur les connaissances et la pratique linguistique de jeunes de 18-25 ans.

Connaissance et pratique déclarée des langues : l'étude tient compte de la particularité alsacienne (scolarité en français introduite en 1918 avec interruption de 1940 à 1945). L'ampleur de l'échantillon (28 000 adultes de 19 ans et plus) permettra, après pondération, de produire des résultats sur une population de 1 289 000 personnes. Les questions 19, 20 et 21 permettent une analyse de la pratique des langues présentes en Alsace. La question 22 peut donner des indications sur l'effet de la présence d'une langue régionale comme facteur de perception de difficultés d'intégration voire de discrimination pour des personnes qui ne la maîtrisent pas. Les données de l'enquête seront analysées en fonction de corrélations avec les catégories habituelles : âge, sexe, lieu de naissance, agglomération de résidence, catégorie socioprofessionnelles, niveau de formation, bassin d'emploi (localisation des secteurs de résidence du dialecte et évolutions particulières). L'étude de la non/transmission sera réalisée par la prise en compte des catégories : ego, conjoint né hors d'Alsace, un des deux parents nés hors d'Alsace. Les résultats obtenus seront confrontés aux données antérieures existantes (recensement de 1962, différentes enquêtes et sondages).

Etude qualitative : pour compléter l'étude quantitative, il convient d'analyser l'évolution du dialecte, notamment au niveau lexical. En effet, la pratique intensive de l'alternance codique, le grand nombre d'emprunts occasionnels non intégrés au français, l'exclusion du dialecte de nombreux domaines d'utilisation, le nouveau rapport à l'allemand standard à travers diverses expériences d'enseignement précoce qui touchent environ 10 000 élèves, conduisent à une modification profonde du matériel lexical disponible. Un inventaire étalon sera établi à partir des données du Deutscher Wortatlas (900 questionnaires à 200 items). A partir de cet inventaire patrimonial du lexique une comparaison avec la situation actuelle (environ 200 enquêtes effectuées depuis 1996 en utilisant le questionnaire du Deutscher Wortatlas) sera effectuée qui fera intervenir les corrélations avec les catégories mentionnées ci-dessus.

**6) Université de Corse – CNRS, UMR 6039,
BP 52,
20250 Corte**

Responsable : Mme Marie-José DALBERA-
STEFANAGGI, professeur,

Problématique : La Banque de Données Langue Corse a pour objectif prioritaire le recueil, la conservation, l'analyse et la « restitution » du patrimoine linguistique corse de locuteurs « natifs » : autant dire que – et la chose devient plus nette à mesure que le temps passe – les sujets interrogés dans le cadre de nos enquêtes linguistiques sont des personnes âgées, qui ont reçu le corse avant – ou en même temps que – le français, et qui ont géré de diverses manières le rapport entre les deux codes en présence. La collecte de terrain fait apparaître – et nos enquêtes nous ont bien souvent permis de suivre le phénomène en temps réel – une évolution dans cette transmission, par érosion puis remplacement du corse par le français. Cette situation, si elle est commune à l'ensemble des régions de France à forte identité régionale, semble cependant, en Corse, décalée. Par ailleurs, en Corse, s'est développée, en relation avec les événements politiques et sociaux de ces vingt dernières années, une évolution inverse, qui conduit les jeunes gens qui n'ont pas bénéficié de la transmission du corse à développer une variété de corse élaborée, en hiatus avec la variété héritée, qui prétend assumer aujourd'hui une fonction de langue nationale : c'est ce que nous avons appelé (cf. bibliographie) une évolution croisée.

On voit donc que si la question de la transmission du patrimoine linguistique n'est pas l'objet premier de nos recherches, elle est

cependant constamment présente dans notre démarche, et ceci de deux manières :

- tout d'abord dans la sélection de « bons informateurs » pour l'enquête dialectologique, c'est-à-dire dans la recherche d'hommes et de femmes qui ont reçu le corse en héritage.
- ensuite dans les données recueillies elles-mêmes, dans la mesure où toute enquête comporte, à un moment ou à un autre, "l'histoire de vie" des informateurs, riche en commentaires d'ordre épi- ou métalinguistiques.

C'est dire que les données relatives à la transmission du patrimoine linguistique sont abondantes dans les quelque 25 ans d'enquêtes dont nous disposons. Ces données sont cependant sujettes à de nombreuses interrogations : les distorsions entre ce que les sujets interrogés disent et ce qu'ils disent dire ne manquent pas. Certes, on dispose bien, sur le domaine corse, de quelques enquêtes, réalisées dans les années 80, dans une perspective sociolinguistique. Mais ces enquêtes s'inscrivent délibérément dans une démarche glottopolitique : menée par des militants, auprès de locuteurs eux-mêmes militants (les étudiants de l'Université de Corse par exemple) elles représentent davantage un élément constitutif de la situation sociolinguistique de la Corse qu'une tentative d'analyse et d'explication de cette situation.

De sorte que la nécessité d'une enquête aussi objective que possible se fait sentir, maintes fois évoquée par les instances régionales et académiques : le constat que l'on ne sait pas, en Corse, à quoi s'en tenir sur la pratique (et donc la transmission) de la langue est devenu un lieu commun. Une première tentative d'approche de cette situation vient d'être mise en circulation : il s'agit d'une enquête cantonnée au monde de l'enseignement, préparée et conduite par un membre de notre équipe (G. Moracchini). Mais l'on se saurait en rester là. C'est pourquoi nous attendons avec le plus grand intérêt d'avoir accès aux données recueillies dans le cadre de l'enquête « Étude de l'Histoire Familiale » réalisée dans le cadre du recensement de 1999.

- Le caractère général (sur l'ensemble de la France) sera forcément un argument objectif pour étudier le « décalage » de la Corse, souvent invoqué mais nullement établi de manière chiffrée.
- La surreprésentation de la Corse, dans un premier temps de l'enquête, au même titre que les autres aires périphériques, est un gage de finesse dans la perspective de saisie d'une situation bien évidemment complexe.
- La mise en perspective de ces documents avec nos propres données ne devrait pas manquer d'éclairer certains points mais aussi de faire

surgir des problèmes de cohérence, qu'il faudra interpréter.

Déroulement : Nous proposons la démarche suivante :

- mise au point d'un protocole de lecture des données INSEE
 - dépouillement des résultats de l'enquête Famille sur le domaine corse .
 - confrontation de ces résultats avec nos propres données d'enquêtes linguistiques
 - confrontation de ces résultats avec les données d'enquêtes sociolinguistiques sur le domaine corse
 - interprétation des coïncidences et distorsions
- Une étape ultérieure devrait prévoir la confrontation de ces résultats avec ceux obtenus dans les autres domaines linguistiques français.

7) Centre d'Etudes Picardes – LESCLaP (Laboratoire d'Etudes sociolinguistiques sur les contacts de langues et la politique linguistique),
Université de Picardie (Faculté des lettres),
Chemin du Thil,
80025 Amiens Cedex 1
Responsable : M. Jean-Michel ELOY, professeur,

Langues en Picardie : une enquête complémentaire.

La problématique : La publication des premiers résultats du volet linguistique de l'enquête famille en février 2002 a constitué un événement majeur dans le champ de la politique linguistique française, en apportant des enseignements nouveaux et importants dont on attend que s'emparent les différents ministères concernés.

Cette enquête d'ampleur repose cependant sur un questionnement étroit, dont les mésinterprétations possibles sont nombreuses. Par exemple, elle évite les questions de la compétence acquise, et de la transmission hors relation parents-enfants, en particulier le rôle des grands-parents, elle ne permet pas d'évaluer les facteurs de sur- ou sous-déclaration de la part des enquêtés, et les résultats publiés laissent dans l'ombre de nombreux corrélats. Surtout, comme presque toutes les enquêtes existantes en France, elle ne donne aucune indication véritable sur la compétence réelle des enquêtés : il faut admettre que ce point est, en tout état de cause, une difficulté majeure. Ces questions rendent difficilement interprétables les chiffres publiés, en particulier en ce qui concerne les langues d'oïl.

Les données linguistiques de l'enquête famille seront d'abord analysées à l'échelle de la région Picardie, en fonction de corrélations avec les autres données figurant dans l'enquête enrichies par appariement avec les données du recensement. Une enquête complémentaire, apportera ensuite, un

éclairage plus précis sur les questions évoquées ci-dessus permettant une estimation plus fine de la réalité, en s'intéressant aux langues dans la région Picardie, et notamment au picard.

Les variables : La première difficulté de l'enquête complémentaire, qui par la force des choses restera légère, est de choisir des variables indépendantes en assez petit nombre pour que puisse apparaître dans les résultats un minimum de dimension quantitative. La deuxième difficulté est d'accéder, ne serait-ce qu'imparfaitement, à un au-delà des déclarations, en testant la compétence réelle des enquêtés. On tiendra compte de ce que les répertoires fluides (comme français-picard) posent des problèmes différents des répertoires fortement segmentés (par exemple français-kabyle). Il faudra aussi s'attacher à évaluer les contextes précis où l'on parle une autre langue quand cette pratique est déclarée occasionnelle. On choisira donc, non pas une méthode monographique, riche de possibilités, mais inexploitable au plan quantitatif, mais une petite série d'enquêtes sur des terrains identifiés et choisis parce qu'ils présentent des contrastes significatifs similaires à ceux qui peuvent être repérés dans l'enquête de référence et qui serviront à construire des hypothèses. Les populations interrogées constitueront un échantillon non représentatif mais raisonné, ce qui permettra de neutraliser certaines variables. Outre leurs déclarations, les informateurs seront soumis à des tests de connaissance linguistique.